ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES

HABITER EN LUTTE

QUARANTE ANS DE RÉSISTANCE

collectif comm'un

le passager clandestin

La règle de grammaire française impose que « le masculin l'emporte sur le féminin » et donc d'écrire « ils étaient… » pour parler d'un groupe de cent femmes et un homme. C'est une application dans le champ linguistique d'un sexisme malheureusement ordinaire. Sur la zad il est courant, si ce n'est systématique, de féminiser les textes pour lutter contre cette invisibilisation du féminin. Nous avons choisi de faire de même dans cet ouvrage : on préfèrera écrire « elles et ils » ou « celles et ceux » plutôt qu'« ils » et « ceux »; nous utiliserons le point médian (paysan·nes, occupant·es) ainsi que la règle de proximité selon laquelle l'accord de l'adjectif ou du participe passé se fait avec le nom le plus proche qu'il qualifie.

©Éditions le passager clandestin, 2019
51, rue Polonceau
75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture, maquette intérieure et mise en page : Yanni Panajotopoulos, *yanni@pleineouverture.com*
Photographie de couverture : ©Nina
Corrections : Vladimir Sichler

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

HISTOIRE CONFLICTUELLE DU BOCAGE
AVANT LES ANNÉES 2000 11

UN PROJET D'AÉROPORT CONTROVERSÉ
DE 2000 À 2012 35

NAISSANCE DE LA ZONE À DÉFENDRE
DE 2007 À 2012 61

UNE TENTATIVE D'EXPULSION RATÉE
DU 16 OCTOBRE AU 24 NOVEMBRE 2012 93

LE BOCAGE SOUS OCCUPATION MILITAIRE
DU 25 NOVEMBRE 2012 AU 19 AVRIL 2013 123

VIVRE ENSEMBLE ET SANS ÉTAT
D'AVRIL 2013 À DÉCEMBRE 2015 143

L'ENRACINEMENT D'UN HABITER EN LUTTE
DE DÉCEMBRE 2015 À JANVIER 2018 181

RIEN N'EST FINI, ET TOUT COMMENCE !
DEPUIS 2018 217

Conclusion 243

Chronologie 250

NAISSANCE DE LA ZONE À DÉFENDRE

DE 2007 À 2012

L'avis favorable donné par la commission d'enquête à la déclaration d'utilité publique (DUP) ouvre de nouvelles formes de lutte sur le terrain de la ZAD. Alors que les opposant·es font tout pour éviter que la zone ne se vide de ses habitant·es, le conseil général tarde à mettre en location les logements qu'il a préemptés. Il empêche ainsi les nouvelles installations, de la même manière qu'il avait tenté de limiter l'activité paysanne en ne renouvelant pas les baux agricoles dans les années 1980. Face à cela, le mouvement d'opposition à l'aéroport du Grand Ouest invente de nouveaux moyens de résistance toujours plus ancrés en invitant des personnes à venir occuper illégalement le territoire. De nouvelles manières d'habiter en lutte naissent alors sur la zone.

LES PREMIÈRES INSTALLATIONS ILLÉGALES

APPELS À OCCUPATION

En 2007, quatorze des maisons acquises par le conseil général sur la ZAD ou dans le périmètre de sursis à statuer sont vacantes. Achetées via son droit de préemption et en état d'être habitées, elles ne sont pas mises en location ou alors à des loyers excessifs. L'Acipa dénonce ces pratiques et fait pression sur le département, via des courriers aux élu·es et des

déclarations dans la presse locale. Devant le manque de réaction, un paysan retraité de Couëron appuyé par l'Acipa propose à des personnes opposées au projet d'aéroport, vivant dans des squats de la banlieue nantaise, d'occuper l'une des maisons laissées vides. Elles choisissent la plus petite, la maison du *Rosier*.

Le 15 août 2007 débute la première occupation illégale d'une maison sur la zone[1].

> *Nous avons investi les lieux fin août 2007, commençant les premiers chantiers de remise en état par un assainissement des murs pour faire respirer les pierres. Puis, nous avons aménagé des chambres pour chacun, un espace commun en repensant ses volumes, toilettes sèches dans la maison avec une sortie en direct pour la grosse poubelle, c'est quand même plus confortable. Le potager à l'arrière était tellement trempé qu'il fallait faire des tranchées. À une tête de bêche de profondeur, t'arrives à l'argile, et ils veulent faire un aéroport se répétait-on... [...] Comme nous étions en fin de saison, nous n'avions pas de bois et pas de légumes. En bons citadins on essayait de faire les courses comme d'habitude, mais c'était un peu loin, on s'organisait. Deux jours après notre arrivée, un certain P. que nous ne connaissions pas, prend le chemin de la maison, il descend de sa voiture, se présente ; il habitait sur la ZAD aux Fosses Noires, il était venu voir l'état de la mise en eau et nous avait apporté des légumes comme acte de bienvenue. [...] Ce territoire nouveau pour nous avait cet aspect schizophrénique, d'un côté un accueil prévenant et chaleureux de l'autre beaucoup de méfiance envers des étrangers, jeunes, et surtout dits squatteurs... Nous montrions pattes blanches[2].*

Trois semaines après l'ouverture[3] du squat du *Rosier*, le conseil général divise par deux les loyers des treize autres maisons, qui trouvent alors rapidement des locataires.

La même année, une famille d'agriculteur·ices, les Fresneau, met à disposition du mouvement d'opposition un hangar, en face de leur ferme, situé au lieu-dit Les Domaines, en plein centre de la ZAD. Le lieu est inauguré le 8 décembre 2007 sous le nom de la *Vacherit*, en clin d'œil à la Bergerie du Larzac. Au départ, il sert surtout d'espace d'accueil et d'organisation pour les événements de la Coordination.

1. Comme évoqué dans le premier chapitre, des installations d'agriculteur·ices ont lieu à la limite de la légalité à la fin des années 1970 à Saint-Antoine et à la Geneslière. Leur situation sera régularisée quelques années plus tard.

2. Adventices, *Le rosier*, Petites histoires d'une zone à défendre, automne-hiver 2017, p. 12.

3. Terme utilisé dans le milieu squat pour désigner le fait d'occuper un bâtiment après l'avoir ouvert.

Le 1er mai 2008 au Liminbout, lors d'un rassemblement d'opposition à l'aéroport essentiellement constitué de personnes vivant sur la ZAD, un texte signé et lu par « des habitants qui résistent » se conclut par ces mots :

> *Nous savons que ce combat, commencé il y a 35 ans, sera encore long et difficile. Et c'est pour cette raison que nous lançons ce 1er mai 2008 un appel à toute la France, à toute l'Europe. Il faut soutenir le mouvement contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes avec toutes les forces disponibles. Et par des moyens rarement utilisés à l'échelle que nous envisageons : l'occupation du territoire, la désobéissance civile, le refus complet et définitif. [...] Nous appelons donc [...] à établir des campements d'occupation sur les terrains que se sont injustement appropriés les promoteurs de ce projet aberrant et mortifère.*

Dans un premier temps, cet appel est peu diffusé et n'a quasiment aucune visibilité ni écho. Énonçant clairement la posture d'accueil d'une partie des habitant·es historiques envers de nouveaux et nouvelles arrivant·es qui viendraient occuper et défendre la zone, il marque cependant fortement l'imaginaire de la zad en appelant à l'ouverture de nouveaux lieux de vie.

Le groupe des Habitants qui résistent[1], constitué d'une dizaine d'habitant·es historiques de la zone, s'est formé suite à de nombreux

1. Ces Habitants qui résistent créent une association du même nom en 2007 puis la dissolvent en 2011.

Réunion à la Vacherit

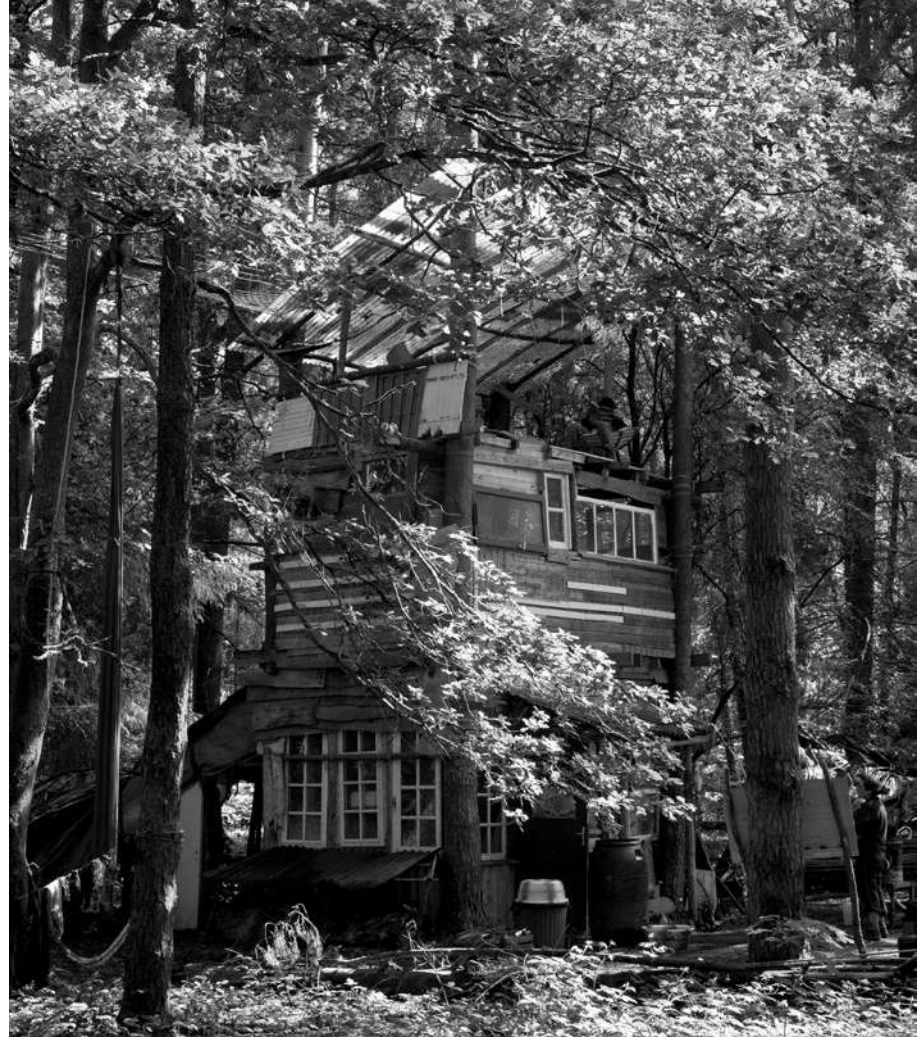
désaccords avec l'Acipa, dont ils et elles jugent la politique d'opposition « citoyenne » trop consensuelle, trop légaliste et trop accommodante avec les autorités et les élu·es. Ces désaccords s'expriment particulièrement lors des oppositions physiques aux premiers forages sur la ZAD, mais aussi de l'entartage de Claude Bricaud, vice-président du conseil général, à l'occasion d'une réunion avec des maires et entreprises missionnées pour le projet. Ces actions, soutenues par les Habitants qui résistent, étaient fortement désapprouvées par l'Acipa qui craignait qu'elles ne ternissent l'image de la lutte.

Du 3 au 9 août 2009, un an après le rassemblement du Liminbout, un Camp Action Climat est organisé sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il succède à celui qui s'était installé en 2007 près de Londres pour s'opposer à l'agrandissement de l'aéroport d'Heathrow. Ces camps auto-organisés se déroulent pendant une semaine au cours de laquelle militant·es anticapitalistes, altermondialistes, écologistes, d'Europe et d'ailleurs convergent pour débattre et mettre en application les alternatives qui pourraient réduire le réchauffement climatique. Le dernier jour, les Habitants qui résistent relancent l'appel « à établir des campements d'occupation ». Cette fois-ci, la dynamique s'enclenche et une maison est squattée au lieu-dit de La Gaîté. Plusieurs personnes s'y installent immédiatement, d'autres reviennent quelques mois plus tard. Le nombre d'occupant·es de la ZAD passe ainsi d'environ 10 à 30 personnes.

C'est avec l'arrivée de ces nouvelles et nouveaux occupant·es que la terminologie « zone à défendre » (zad) apparaît. Ce détournement de l'acronyme ZAD (de « zone d'aménagement différé ») remplace peu à peu le nom de « lutte de Notre-Dame-des-Landes ».

En 2010, plusieurs activistes arrivent de la région de Bruges. Ils et elles ont été expulsé·es de la forêt de Lappersfort qu'ils et elles défendaient depuis plusieurs années, afin d'empêcher sa destruction au profit d'une zone industrielle. Détenant de nombreux savoir-faire d'occupation et de défense, ces militant·es s'installent dans la forêt de Rohanne, la plus grande de la zad, dont les arbres ont été plantés au début des années 1960. Elles et ils l'occupent en construisant des cabanes dans la canopée et une maison collective au sol.

Du 8 au 28 juillet 2011, le camp No G a lieu sur la zad en opposition au G8 et au G20 qui se tiennent en France cette année-là. Comme le Camp Action Climat, il fait connaître plus largement encore la zad de Notre-Dame-des-Landes dans les milieux militants, squats et autres. À la clôture du camp, une vingtaine de personnes supplémentaires décident de s'installer sur place. Début 2012, environ 80 personnes vivent de façon quasi permanente sur la zad, et certain·es de ces occupant·es de la première heure y habitent toujours lorsque l'abandon du projet d'aéroport est annoncé en 2018.



Cabane collective dans la forêt de Rohanne

DIFFÉRENTES MANIÈRES D'OCCUPER

Rapidement, ces nouvelles arrivées transforment la vie de ce bout de bocage. Dès 2007, le fait de squatter est revendiqué collectivement comme un geste de lutte. Pratiqué individuellement ou par petits groupes, il consiste à occuper des maisons existantes et des terrains appartenant pour la plupart au conseil général et à y vivre, à construire de nouveaux habitats, à aménager des jardins maraîchers. La plupart de ces lieux collectifs sont des lieux ouverts : leurs habitant·es ne les utilisent pas uniquement pour leur propre usage mais les rendent accessibles à d'autres. Ami·es et personnes de passage peuvent venir y vivre quelques jours, les portes ne sont jamais fermées à clé. En fonction des besoins du moment, certains espaces peuvent servir aux activités collectives, comme les réunions et les fêtes. La cuisine devient, au gré des saisons, un atelier de transformation de fruits ou de légumes pour produire des conserves en grande quantité ou servir à la préparation

d'un repas pour plusieurs dizaines de personnes. Certains jours, la cour du bâtiment ou son jardin prennent des allures de garage collectif où se partagent des connaissances sur l'entretien des véhicules. Pour préparer une manifestation, une des pièces de la maison devient un atelier de préparation de banderoles, de chars et d'œufs de peinture, etc. Ces squats, souvent tenus par une bande d'ami·es, sont donc des lieux d'organisation et de recherche d'autonomie, susceptibles de répondre à de nombreux besoins. Pourtant, chacun de ces lieux a son histoire particulière et tous ne sont pas forcément partagés. Par exemple à la *Sécherie*, une moitié de la maison est louée par des habitant·es historiques âgé·es, soutiens des occupant·es alors que l'autre partie est squattée par une personne habitant seule. Très proche de ses voisin·es, il leur donne de nombreux coups de main et garde la maison et ses abords propres et bien rangés.

Les premières occupations ne répondent pas seulement à une logique défensive. Les installations se sont souvent faites au « coup de cœur », pour telle maison vide, telle clairière, champ ou sous-bois où construire une cabane. Par la suite cependant, certain·es opposant·es s'implantent spécifiquement sur des sites stratégiques. Les cabanes du *Far West*, de la *Mandragore*, du *Point G* se sont dressées sur le tracé du barreau routier dont la construction doit permettre de desservir le chantier puis l'aéroport lui-même. Leur expulsion, indispensable pour démarrer les travaux, est rendue difficile par leur environnement boisé et la difficulté d'accès à leur emplacement.

En 2012, neuf maisons laissées vides par le conseil général à l'intérieur du périmètre de la zad sont squattées. S'y ajoutent trois maisons situées en lisière de cette limite administrative : la *Pointe* et la *Maison Rose* à l'ouest ainsi que *Bel-Air* au nord. À Grandchamps-des-Fontaines, à 10 kilomètres à l'est de la zad, trois maisons qui avaient été achetées par AGO/Vinci pour loger ses futur·es employé·es sont à leur tour investies par des occupant·es.

En plus de la quinzaine de maisons en dur squattées, une vingtaine de lieux d'habitats légers se situent pour la plupart dans le centre et la partie sud-est de la zad. Ils sont composés principalement de constructions sans fondations, de cabanes, de caravanes, de camions aménagés, de tentes et de yourtes qui répondent à une volonté de réversibilité et d'impact minimum sur le territoire.

Le long de la D281, la maison des *Planchettes* est devenue le principal lieu d'accueil. C'est un endroit central pour les occupant·es car il regroupe un *sleeping* (dortoir), un accès internet, un *freeshop* (où l'on trouve des vêtements disponibles gratuitement, entre autres choses) et la mise en commun de récup' alimentaire (invendus des commerces ou des exploitations agricoles, récupérés gratuitement). Quelques mètres plus loin, la *Cabane de la Résistance*, une construction collective d'environ 20 mètres carrés, accueille de nombreuses réunions. Les habitant·es

En haut de gauche à droite, la Mandragore*, la* Gaîté*,* Ker Terre
En bas, yourte à la Chèvrerie*, le* Far West*, un tipi monté pendant le camp No G*

de la zad s'y rassemblent deux fois par semaine lors des réunions des habitant·es : le lundi, pour le partage d'information essentiellement, et le jeudi, pour les discussions. À la *Bellish'roots* des concerts ont lieu, ainsi qu'à la *Gaîté* où un autre *freeshop* est ouvert en permanence. Un petit marché à prix libre a lieu deux fois par semaine aux *100 Chênes,* où s'échangent le pain produit sur place, les légumes cultivés au *Sabot* juste à côté, ainsi que du fromage fabriqué sur la zone. La plupart des activités sur la zad se font sur la base du « prix libre », une contribution volontaire où chacun·e met ce qui lui semble juste, en fonction de ses possibilités et envies, pour contribuer à la production des aliments, à l'organisation des concerts et au fonctionnement des différents lieux. Ainsi, des caisses sont présentes dans les lieux de vie, lors des marchés et des différents événements. Personne ne contrôle le montant versé ou la monnaie récupérée. Cette pratique permet à toute personne, quelle que soit sa situation, d'accéder à la nourriture, aux objets et activités de la vie collective dont elle a besoin grâce à la solidarité. Ce mode d'échange très courant dans les milieux squat s'est rapidement répandu sur la zad.

Pendant cette période de 2007 à 2012, de nouvelles et nouveaux opposant·es s'installent dans la zad alors que d'autres y passent de plus en plus régulièrement. Elles et ils créent des liens avec leurs voisin·es et avec d'autres territoires en luttes. En effet, certaines actions, comme la distribution de pain et de légumes sur le petit marché à prix libre, servent autant aux occupant·es à s'autonomiser qu'à rencontrer les habitant·es des alentours ou à fournir des squats d'exilé·es dans la région.

Petit marché du Sabot

> *Les marchés, lancés deux mois après le jour de l'occupation, étaient pensés comme des espaces de rencontres. Ça a permis à pas mal de gens de démystifier la figure des squatteurs et de passer plus simplement par le Sabot, par les 100 Chênes. Dans la relation Acipa-Adeca-squatteurs, il y a toujours eu des hauts et des bas. Dans les six mois qui ont suivi le début du Sabot, il y avait quelque chose de beaucoup plus clair pour s'organiser ensemble. Et ça a assurément joué quand est venu le temps des expulsions*[1].

Et effectivement des liens et des amitiés se tissent à travers les gestes d'entraide de la vie quotidienne : des occupant·es prêtent main forte à un habitant historique ayant besoin de bras ; un paysan ramène une tronçonneuse pour élaguer quelques arbres… Un autre vient avec son tracteur aider des squatteur·ses à préparer un champ pour du maraîchage ; de nombreux échanges de graines, de conseils et de matériel ont aussi lieu. Quelques occupant·es constituent avec certaines personnes issues du groupe des Habitants qui résistent les « Q de Plomb », qui ont une joyeuse tendance à prolonger indéfiniment les repas qu'elles et ils partagent régulièrement. Chacun d'entre eux est l'occasion d'imaginer des façons de défendre la zad, tout en

1. Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*, Paris, L'éclat, 2014, p. 87.

rêvant de créer un jour une auberge[1] au Liminbout, où on cuisinerait ensemble les productions collectives de viande et de légumes. D'autres occupant·es décident à partir de 2010 de diffuser dans les bourgs environnants un petit journal papier s'adressant principalement aux « voisin·es de la zad » qu'ils appellent *Lèse béton*[2]. Malgré les divergences politiques, toutes ces pratiques et moments partagés facilitent l'organisation d'événements communs contre le projet d'aéroport. Au fil des occupations illégales, le « plus grand squat à ciel ouvert d'Europe » s'installe sur la zad, comme le revendiquent certain·es à partir de 2012, et les nouveaux et nouvelles venues s'imposent comme une composante essentielle du mouvement de lutte.

SQUATTER, C'EST LUTTER

Le squat est une pratique de contestation ancienne qui semble être apparue dans le monde rural. Pour certain·es historien·nes, le premier mouvement de squat remonte au XVIIe siècle, lorsque s'élèvent de fortes oppositions paysannes contre les créations d'*enclosures*[3] en Angleterre. Le 1er avril 1649, un groupe de journalier·ères protestant·es occupe illégalement des terres aux alentours de Londres et s'organise en petite communauté rurale autonome et égalitaire. Se faisant appeler *True Levellers* (« Vrais nivelleurs ») à leurs débuts, ils sont vite connus sous le nom de *Diggers* (« Bêcheux »). Depuis cette période, le squat s'est répandu plus largement dans les villes et s'est développé partout dans le monde.

Squatter, c'est prendre un espace, un bâtiment ou des terres à son propriétaire qui, dans le but de spéculer pour accroître sa richesse ou par négligence, les a laissés vides. C'est remettre en vie un lieu à l'abandon et lui donner un nouvel élan, ouvrir un espace de possibles. C'est habituellement un espace partagé et détourné de son usage initial pour pallier les manquements des pouvoirs publics. Mais c'est également un moyen de critiquer et de lutter contre l'exclusion, l'individualisme, les portes fermées et l'accumulation de biens fonciers. On distingue principalement trois types de squats. Les squats d'urgence qui permettent à des personnes vivant dans la rue d'avoir un toit où dormir temporairement[4]. Ils réunissent plus particulièrement des jeunes précaires, des individus ou familles exilées, des personnes marginalisées par leur orientation sexuelle, leur handicap, leur dépendance aux substances illicites, leur mode de vie. Les squats

1. Voir p. 145.

2. Disponible dans la rubrique « textes » sur *zad.nadir.org*. Voir aussi p. 73 « Création d'automédias ».

3. L'*enclosure* désigne en Angleterre le mouvement de privatisation des communaux par la mise en enclos, au bénéfice de grands propriétaires, de parcelles auparavant dévolues à l'usage collectif. En France, le phénomène n'est pas comparable, il a été beaucoup plus long et diffus.

4. En 2016, en France, il y a 2,6 millions de logements vacants pour 4 millions de mal-logés, selon la Fondation Abbé Pierre.

artistiques servent d'espaces de création, d'exposition, et accueillent fréquemment des événements comme des concerts ou des festivals. Et les squats politiques résistent principalement aux politiques urbaines de destruction de quartiers entiers au profit d'intérêts privés et de nouvelles et nouveaux habitant·es plus riches, en mettant en cause la propriété privée. La différenciation entre ces trois formes n'est pas rigoureuse et de nombreux squats mêlent les besoins de lieux de vie et de création à l'engagement politique.

La vie dans les squats tend généralement vers l'autonomie à travers l'autogestion et des formes d'organisations horizontales[1]. L'occupation de bâtiments ou de logements vides est une action concrète de résistance qui s'apparente à la « propagande par le fait » prônée par les premiers courants de l'anarchisme de la fin du XIXe siècle. Cette occupation n'est pas seulement une volonté de loger quelque part mais d'habiter l'endroit, de s'organiser collectivement pour le faire vivre, l'entretenir et accueillir de multiples activités. Ces lieux qui tentent de se libérer du marché et de la propriété privée sont propices à l'expérimentation de nombreux imaginaires. La propriété d'usage prime sur la propriété privée ou lucrative et acte une réappropriation collective de la ville ou du territoire qui fait écho au concept de droit à la ville, formulé par Henri Lefebvre à la fin des années 1960[2]. Squatter, c'est aussi entretenir des relations avec les autres, fondées sur la mise en commun, le don, l'échange, le partage, la transmission des savoirs et des connaissances.

Le squat, à travers sa longue histoire d'actions collectives, a développé une expérience communautaire où se déploient d'autres rapports à soi et aux autres. Les luttes féministes, antiautoritaires, anticarcérales, de soutien aux exilé·es, contre les violences policières ou l'exploitation animale, y ont souvent une place centrale. Vivre en squat, c'est aussi revendiquer l'illégalité, refuser d'appliquer des normes et donc éviter l'uniformisation de son lieu de vie, et de sa propre vie. C'est parfois vivre avec des personnes de tous âges et origines et développer des capacités d'adaptabilité et d'individualisation[3]. Squatter signifie souvent être débrouillard·e, aventurier·ère et explorateur·ice du territoire environnant – en amenant à perfectionner sa connaissance des espaces laissés vides, savoir ouvrir une porte anti-squat, remettre l'eau et l'électricité en service, aménager des lieux par quelques bricolages et travaux. C'est aussi la recherche d'une existence où l'on possède peu, ou alors collectivement, pour répondre à la surproduction et la surconsommation de la société contemporaine. Le fait de vivre avec

1. Une structure organisationnelle horizontale est une structure basée sur la collaboration entre les individus et la distribution équitable du pouvoir, contrairement à une structure verticale, hiérarchique, dans laquelle il existe des niveaux de puissance et de contrôle. Cette dernière est la plus répandue, dans l'éducation, la gouvernance d'État, etc.

2. Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Éditions Anthropos, 1968.

3. Se distinguant de l'individualisme, l'individualisation est un processus consistant pour un individu à s'approprier sa vie et à ne dépendre que de ce qui lui semble juste pour agir.

La maison occupée des Planchettes

peu d'argent demande de savoir où et comment trouver, gratuitement ou presque, de la nourriture ou des matériaux à récupérer dans les surplus de grossistes, les fins de marché ou les poubelles et bennes de supermarchés. Récupérer des matériaux de construction issus des rebuts de l'industrie, de l'outillage, du matériel informatique et tout ce qui peut servir dans la vie quotidienne. Cela exige aussi de bien connaître les réalités juridiques pour trouver les failles et retarder au maximum les procédures d'expulsion. C'est tout cet imaginaire et ces pratiques qui ont été expérimentées dans un vaste espace rural par les occupant·es de la zad.

> *Ce que le mouvement d'occupation a transmis à la lutte contre l'aéroport de l'expérience des squats, dont il est en grande partie issu, ce n'est pas seulement une pratique de résistance (par l'occupation de maisons ou de terres). Les espaces ouverts au pied-de-biche et soustraits à la loi du marché immobilier et aux règles d'urbanisme sont aussi des lieux où s'inventent des formes de vie souvent à rebours des normes dominantes, à commencer par celles qui restreignent l'espace de la vie quotidienne au cercle étroit de l'individu ou du ménage*[1].

1. Collectif Mauvaise Troupe, *Contrées*, Paris, L'éclat, 2016, p. 278-279.

Le squat, à la zad ou ailleurs, est aussi une mise en jeu de sa vie. Sa forme précaire, instable, où le lendemain reste incertain et l'expulsion toujours possible, donne au quotidien une forme particulière. Le risque de perdre ce qui a été mis en place, de voir détruit ce qui a été construit, font de l'instabilité une réalité permanente. Mais cette prise de risque permet aussi de se libérer des contraintes du marché de l'immobilier sur lequel fluctuent les prix des loyers au gré des investissements, et de vivre sans attache ni servitude pécuniaire – loyer ou prêt. Le squat est vécu comme un des moyens de vivre selon ses désirs, d'adapter son logement à ses besoins, d'avoir toujours sa porte ouverte pour accueillir du monde. Ouvrir des lieux de plusieurs centaines voire de milliers de mètres carrés et en détourner l'usage contraste drastiquement avec la vie des citadin·es habitant des studios étriqués.

À la zad, le fait d'habiter illégalement permet autant d'occuper le terrain pour faire céder un grand projet que de faire évoluer la société à partir d'une expérience locale. Son contexte particulier a permis d'ouvrir de nombreux lieux et une culture de squat rurale s'y est déployée.

> *De quoi les gens se sont inspirés, je pense que c'était un peu… J'ai l'impression qu'y avait pas tellement de modèle d'inspiration, que y a plusieurs maisons qui s'ouvrent, et qui s'ouvrent hyper facilement… 'Fin rien à voir avec le fait d'ouvrir un squat en ville parce que, peut-être les gendarmes allaient passer, mais y avait vraiment pas de menace imminente d'intervention.*
>
> *Alors à chaque fois qu'y avait des maisons vides, elles ont été ouvertes sans beaucoup de stress ou de précautions. Et ça a grandi comme ça, avec un appel à occupation qui a beaucoup été propagé. Et puis, tout au long, des conflits avec des gens qui se disent : « Est-ce qu'il vaudrait pas mieux qu'on arrive à densifier nos liens et à mieux se comprendre pour avoir de la stratégie en commun, ou est-ce qu'il faut être toujours plus nombreux ? » Et du coup voilà, ça a toujours été des questions stratégiques. Au final, j'ai l'impression que le mouvement d'occupation ça a toujours été d'être toujours plus nombreux*[1].

LES OCCUPANT·ES S'ANCRENT DANS LE TERRITOIRE

CRÉATION D'AUTOMÉDIAS

Malgré les efforts pour développer un bon voisinage, l'arrivée de dizaines de nouveaux et nouvelles occupant·es sur la zone en quelques années interroge et irrite certain·es habitant·es. De nombreux·ses squatteur·ses

1. Adventices, *Le rosier*, *op. cit.*, p. 20.

ressentent alors le besoin de multiplier les échanges, afin d'éviter des incompréhensions et des conflits inutiles. C'est dans cet esprit que *Lèse béton* est lancé en 2010 par quelques occupant·es. Il a pour objectif d'informer les voisin·es de ce qui se passe sur la zad et de casser quelques préjugés. La distribution de ce journal d'une dizaine de pages dans les boîtes aux lettres des bourgs alentour est un bon prétexte pour discuter au gré des rencontres.

D'autres médias se créent au fil des événements. En décembre 2010, lorsque les marchés publics du projet sont attribués à AGO/Vinci, des occupant·es entreprennent une action symbolique sur les ondes contre le consortium et, pour le réveillon du 1er janvier 2011, Radio Vinci Autoroute (107.7 FM) est piratée. Les automobilistes branché·es à ce moment-là sur les informations routières et passant à proximité de la zad sur les axes Nantes-Saint-Nazaire (N165) et Nantes/Rennes (N137) peuvent entendre, après quelques grésillements, des bribes de la première émission de Radio Klaxon. La radio, qui émet à partir de matériel installé dans une caravane, est accessible à tous et toutes et chacun·e peut y venir, passer de la musique, lire des textes ou envoyer des messages. Elle fonctionne régulièrement à partir de février 2012.

À partir de 2011, un groupe com' externe met en place des moyens d'échanges via internet, grâce à la création du site *zad.nadir.org* et de la boîte mail de la zad. Le site est alimenté régulièrement avec des infos, photos et écrits politiques. La boîte mail permet de répondre à différentes demandes et de réceptionner les propositions de publications pour le site internet.

Ces différents automédias sont aussi conçus comme des outils stratégiques en cas d'expulsion.

Pour communiquer vers l'extérieur tout en gardant l'anonymat, l'utilisation de pseudonymes communs non genrés se généralise à cette période. En mai 2011, lors de la première manifestation d'occupation agricole, les personnes chargées de communiquer avec la presse choisissent les noms de Dominique et Camille. Ils et elles veulent ainsi éviter toute forme de personnalisation de la lutte et marquent leur méfiance vis-à-vis de l'utilisation de leurs propos dans la presse. D'autres prénoms, comme Gaël ou Gaëlle, seront aussi utilisés à d'autres occasions. Pendant l'opération César, à la fin 2012, l'utilisation du prénom Camille se généralise. Ce prénom unisexe, neutre, va devenir un emblème et son usage se répandra dans d'autres territoires en lutte.

Edito

« Bon d'abord, qui écrit ? »

Des opposant-e-s au projet d'aéroport, qui ont choisi de venir vivre sur place pour apporter leur pierre (et leur poireau!) à cette lutte. On essaye d'en dire plus sur notre démarche quelques pages plus loin...

« Mais alors, pourquoi un journal ? »

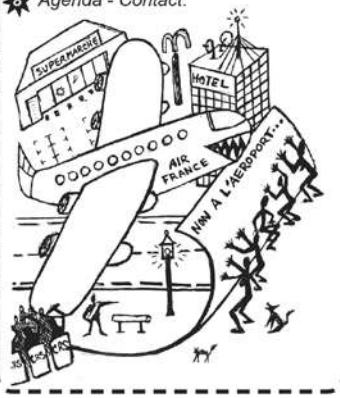
On est parti du constat que l'on manque de liens avec les habitant-e-s des bourgs alentours, qu'il y a souvent une méfiance, ou du moins une méconnaissance réciproque. On aimerait pouvoir se rencontrer, débattre, expliquer ce que l'on vient faire ici. Donc, un journal pour communiquer des infos, proposer des réflexions, faire se rencontrer les gens, les idées. Parce que l'on pense qu'il est possible, ensemble, de faire reculer ces projets d'aménagements imposés (aéroport, barreau routier).

Parce que malgré les discours triomphants qui parlent de l'opposition à l'aéroport au passé et de celui-ci comme s'il était fait, nous croyons possible de se fédérer autour d'un refus clair pour constituer une force collective. Ainsi nous espérons briser les logiques individuelles qui nous isolent. D'autres luttes ont été victorieuses, de Plogoff au CPE en passant par le Carnet.

Ce journal est ainsi un premier numéro, né un peu laborieusement parce qu'il n'est pas évident de se donner du temps pour écrire collectivement, entre réunions, chantiers de construction de cabanes, actions contre l'enquête publique ou chouettes discussions auprès du poêle... On espère que d'autres numéros suivront et d'ici là, rencontrons-nous !

Sommaire

- Pourquoi on est là ?
- Historique des occupations.
- Paroles d'un nouvel habitant de la ZAD.
- Toujours plus vite, toujours plus loin.
- Retour sur les évènements de novembre.
- Ré(d)action.
- Agenda - Contact.



Brèves

Assemblée générale populaire

Cet été, nous avions invité à une assemblée générale sur la place de Notre Dame des Landes suite à des menaces de procédures d'expulsion visant cinq lieux occupés (un terrain à l'Isolette avec une caravane, la maison et le terrain occupé des Planchettes, une cabane aux Fosses noires, les maisons des Rosiers et de la Gaieté). 80 personnes étaient venues, parfois de loin, pour discuter. Entre prises de bec et débats chaotiques, quelques belles propositions, de la colère et de l'énergie. Répondant à l'idée de créer des comités locaux, différents groupes ont vu le jour et s'organisent dans d'autres villes. Les propositions d'actions n'ont pas eu beaucoup de suite (pour l'instant ?) mais les AG se poursuivent régulièrement, à moins nombreuxses (pour l'instant ?), un vendredi tous les quinze jours.
Prochaine AG le vendredi 10 décembre. Le lieu reste à définir et l'info sera notamment disponible sur nantes.indymedia.org

Site internet

Le site, c'est comme le journal, on en parle depuis longtemps mais ça met du temps à se mettre en route ! La bonne nouvelle c'est que c'est pour bientôt, à l'adresse : .....

C'est pas signé ?

La plupart des textes ne sont pas signés parce qu'ils sont le fruit d'un travail collectif et puis parce qu'on n'attache pas beaucoup d'importance à la propriété privée. Si vous appréciez particulièrement un des textes, n'hésitez pas à le republier ailleurs, à le modifier, à le photocopier ou même à dire à vos voisin-e-s que c'est vous qui l'avez écrit !

À partir de la fin du printemps 2012, un occupant publie toutes les semaines un petit agenda hebdomadaire imprimé sur un A4 plié en quatre, intitulé *ZadNews*. Il annonce les heures de réunion, les chantiers organisés, les manifestations prévues, etc. Pour cela, il collecte ces informations tout au long de la semaine avant de les mettre en page, d'imprimer et de distribuer le journal dans les différents lieux d'habitation de la zad. Plus tard, une équipe tournante prend le relais et développe le journal, qui s'embellit de dessins, d'expressions libres, de nouvelles d'ailleurs et d'autres textes de toutes sortes.

UNE AGRICULTURE D'OCCUPATION

En s'installant, certain·es occupant·es créent des potagers près de leurs habitations pour produire une partie de leur nourriture. D'autres démarrent un élevage de chèvres et baptisent leur lieu la *Chèvrerie*. Différents groupes mettent aussi en place des jardins collectifs un peu plus grands pour mutualiser leurs efforts. Le premier est celui de l'*Épine*. Certain·es réfléchissent à des formes d'agriculture d'occupation à plus grande échelle permettant de produire des quantités significatives de nourriture et de revendiquer l'usage des terres tout en empêchant leur accès aux cumulard·es[1]. Ces réflexions se concrétisent lorsqu'un petit groupe de personnes liées au mouvement Reclaim the Fields[2] décide au printemps 2010 de lancer l'occupation collective d'une parcelle en vue de la transformer « en potager de combat destiné autant à nourrir les habitants de la zone qu'à renforcer la lutte[3] ». Pour cela, elles et ils organisent la première manifestation d'occupation agricole, le 7 mai 2011. Les manifestant·es partent de La Paquelais « fourche en main » pour défricher une parcelle qui sera appelée le *Sabot*[4] et permettra d'assurer par la suite une production maraîchère. « On était entre 800 et 1 000 personnes. On a défriché ensemble un hectare de ronces, ce qui nous a permis ensuite de lancer concrètement les cultures[5] ».

1. Les cumulard·es sont des agriculteur·ices qui cumulent les avantages en utilisant gratuitement les terres pour lesquelles ils et elles ont touché des indemnités d'expropriation..

2. Reclaim the Fields est une « constellation de personnes et de projets collectifs visant un retour à la terre et à reprendre en main le contrôle de la production alimentaire » ; *www.reclaimthefields.org/fr/about*.

3. Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations*, *op. cit.*, p. 85.

4. Nom choisi en référence au sabotage. Ce terme prit naissance au XIXe siècle dans le nord de la France et dans les Flandres. Les ouvriers révoltés contre leurs patrons introduisaient leur sabot dans les machines pour y provoquer d'importants dégâts. Voir George Orwell, *Chroniques du temps de la guerre (1941-1943)*, Paris, Gérard Lebovici, 1988.

5. Collectif Mauvaise Troupe, *Constellations*, *op. cit.*, p. 85.

Dix heures, rendez-vous à La Paquelais. C'est dans une ambiance joyeuse et déterminée qu'un cortège d'environ 800 personnes et cinq tracteurs prend la direction de la ZAD, pour se rendre en toute illégalité sur la parcelle à défricher. Fourches, crocs, croissants, hallebardes, faux, machettes… les outils sont portés haut. « On dirait qu'on va prendre la Bastille ! » s'emballe un ancien du coin, sourire aux lèvres. C'est un défilé parsemé de petits groupes tous aussi imaginatifs les uns que les autres, emportés par une batucada. Chansons, slogans braillards, sono sur deux roues, banderoles…

Une fois sur la parcelle, une première prise de parole a lieu, puis un tracteur ouvre la friche et les défricheur·euses entrent en scène. Dans le même temps, le bar est monté, la logistique pour la journée se met en place et les gosiers s'irriguent. Les accordéons sont de sortie et des danses s'improvisent. Ça défriche à tout va, peu de doigts coupés au regard de l'énergie mise.

En milieu d'aprem' se succèdent dans la parcelle des prises de paroles de divers groupes opposés à l'aéroport, mais aussi de collectifs d'ailleurs en lutte (ligne haute tension en Catalogne, extension de l'aéroport d'Heathrow) ; et encore des témoignages de luttes passées et victorieuses de la région (Carnet et Pellerin).

Le défrichage dure jusqu'à la tombée de la nuit : une dizaine de tas de ronces parsèment le terrain. Mission accomplie. Reste encore à abattre quelques arbres et à préparer la terre, mais un travail impressionnant a déjà été effectué. La journée se termine par une soirée festive qui se prolongera jusqu'au bout de la nuit pour les plus acharné·es[1].

Une cabane y est rapidement construite par un collectif d'une dizaine de personnes qui s'y installe, produit des légumes et les distribue aux habitant·es de la zad et des environs. À cette époque, plusieurs paysan·nes de la région opposé·es au projet d'aéroport viennent prêter main forte aux travaux agricoles sur la zone, mettent à disposition un tracteur, prodiguent des conseils, échangent des semences ou donnent des animaux réformés. Elles et ils sont nombreux·ses à participer à la manifestation agricole du 7 mai 2011 et à la création, en juin 2011, du Collectif des organisations professionnelles agricoles indignées par le projet d'aéroport (Copain), avec différentes organisations locales participant à la production, la distribution et la valorisation d'aliments bio et locaux du département[2]. Ce collectif permet à ces structures et individus de s'opposer à la construction de l'aéroport sans risquer de subir des pressions de leurs financeurs publics qui soutiennent majoritairement le projet. Il ouvre un espace d'expression et de mobilisation pour

1. « Retour sur la manif-occupation du 7 mai », *Lèse béton*, nº 3, juillet 2011, p. 7.

2. Copain est composé à sa création du Civam, du Gab44, de la Confédération paysanne, de Terroirs 44, de Manger Bio et d'Accueil Paysan.

les personnes proches du monde agricole. Son fonctionnement va évoluer dans le temps pour s'approcher d'un mode d'organisation horizontale inspiré par les nombreux·ses paysan·nes aux tendances libertaires qui la rejoignent. Quelques mois après sa fondation, ils et elles sont nombreux·ses à participer à une tracto-vélo reliant la zad à Paris du 6 au 12 novembre 2011. Cette manifestation itinérante a pour but de médiatiser la lutte et d'amener au Sénat une contre-étude économique sur le projet d'aéroport, commandée par le CéDpa[1] à un cabinet indépendant hollandais. Sa forme est directement inspirée de la transhumance vers Paris des opposant·es du Larzac en octobre 1972.

HABITER LA ZONE À DÉFENDRE

Les squats, les nouvelles cabanes, les projets agricoles, les forages et les premières manifestations changent profondément la lutte et la zone. Les projets des promoteur·ices de l'aéroport sont ralentis et les opposant·es sont de mieux en mieux organisé·es. Peu à peu, le paysage de la zad et son organisation spatiale évoluent.

Les nouveaux lieux de vie modifient l'utilisation des axes de circulation. Le chemin du *Sabot*, qui accède aux *100 Chênes* depuis la D281, devient l'un des axes les plus empruntés. Il est appelé avec malice par certain·es occupant·es « l'avenue commerçante ». On peut s'y procurer des aliments produits sur la zone lors du petit marché hebdomadaire. Les gens s'y rencontrent et discutent agriculture, alimentation, lutte, etc. Des chemins se dessinent sous les pas des occupant·es, alors que panneaux et banderoles fleurissent le long des départementales alentour.

Les fêtes, concerts, spectacles et moments d'échange de savoirs sont aussi constitutifs de la vie de la zad à cette époque. Dès la création de la *Bellish*, ses habitant·es organisent de nombreux concerts de musique expérimentale ainsi qu'un festival, le Fesse noise, qui a lieu en 2011 et 2012 malgré les risques d'expulsion. À la *Gaîté*, le bar de la chouette ouvre à chaque pleine lune tandis que des concerts ont lieu dans le hangar à bestiaux faisant face à la maison dès que l'occasion se présente. Dans le théâtre de fortune construit au *No Name*, des cabarets nocturnes nourrissent les imaginaires des occupant·es et des projections se tiennent régulièrement aux *Planchettes*. La fête, les lectures, les ateliers d'écriture et de slam, les spectacles, la musique, gratuite ou à prix libre, sont particulièrement présents et importants dans la mesure où elles participent à l'émancipation, au renforcement de la solidarité, au partage des idées.

1. Association d'élu·es opposé·es au projet d'aéroport, voir p. 38.

> *La deuxième année de la* Bellish*, on a commencé à organiser des concerts, dans l'appentis de la maison de la* Gaîté*. […]*
>
> *Le premier concert c'était Pierre Gordeeff. Les gens se disaient que ça allait encore être un truc bizarre. Mais quand le mot a commencé à tourner sur ce qu'il avait installé, tout le monde voulait voir ça. C'est un mec qui fait du live sur des modules sonores. Il assemble tout un tas de mécanismes, de moteurs de brosses à dents électriques, de magnétoscopes, tout est à déclenchement électrique. Il y a des centaines de micro-capteurs sur des modules qui font un mètre de haut sur soixante-dix centimètres. Il y a plein d'objets partout, des mécanismes qui font taper une fourchette sur une théière, une cuillère qui vient frapper une corde de guitare, derrière lui il a des câbles tendus sur lesquels il tape. Et chaque capteur va générer un max de sons différents. En plus il y a un jeu de lumières pendant la performance, qui crée des ombres et tout un univers. C'est juste génial. Visuellement il se passe quelque chose. Tout le monde était médusé, on s'est dit avec les autres de chez moi que ce genre d'ambiance c'était vraiment ça qui nous plaisait. Faut faire connaître ce genre de musique, même si les gens qui les font ne sont pas toujours faciles à gérer [rires].*
>
> *On a ensuite organisé d'autres concerts, jusqu'au Fesse noise de septembre 2012, reprise noise du fest'noz. Ça s'est organisé entre nous, avec tout le groupe et ça a bien marché, dans une exigence assez intense qu'on a tenue. Ça s'est passé pendant trois jours sous chapiteau, avec Radikal Satan, M[r] Marcaille, Sous la terre, Llamame La Muerte, AV2, Condor, Toys are Noise… LSD, champi, alcool fort, bière*[1]*…*

Ainsi, la zone à défendre fait naître de nouvelles manières d'habiter. Pour les occupant·es, habiter un territoire, c'est y aménager son espace de vie, rénover la maison que l'on squatte, s'organiser avec ses voisin·es, construire sa cabane ou des lieux de vie collectifs, mais aussi mettre en jeu sa vie pour l'idéal auquel on croit. En mettant en place de nouveaux modes de fonctionnement et en occupant différents lieux dans la zad de façon illégale, une atmosphère particulière et une manière d'être ensemble sont nées ici, que chaque visiteur·se peut ressentir. Habiter revient à éprouver sa propre appartenance à un territoire que l'on doit défendre envers et contre tout. L'étymologie du mot « habiter » vient d'ailleurs du latin *habitare,* dérivé de *habere* qui signifie « avoir ». Habiter implique donc la notion d'appartenance – au sens où le lieu appartient à celui ou celle qui l'habite. La pratique des occupant·es de la zad va dans ce sens : elles et ils considèrent que c'est l'usage du lieu qui donne le droit de l'occuper. En même temps, à travers des slogans comme « Ce n'est pas la nature que nous défendons, nous sommes la nature qui se défend », ils et elles renversent cette conception : l'habitant·e appartient davantage au territoire que ce dernier ne lui appartient.

1. Collectif Mauvaise Troupe, *ZAD/No TAV – Entretiens*, « Shoyu », n° 6, septembre 2015, p. 32-34.

Le cabaret du No Name

Habiter ne correspond donc pas uniquement au lien que l'on entretient avec sa maison. D'ailleurs, le terme renvoie aussi à une autre racine latine – *habitus* – qui signifie habitude ou manière d'être. Chez les occupant·es, habiter est une façon d'être engagé·es dans leur vie. Pour celles et ceux qui s'inscrivent dans une « contestation généralisée des formes de l'habiter[1] », le fait de construire est abordé comme un acte politique, car il constitue une façon de vivre et un idéal de société opposés aux codes d'urbanisme actuels.

> *Habiter ici n'est pas juste y manger, y dormir, y avoir ses chiottes, c'est d'être en relation forte avec cet endroit-là. Ça peut être venir cueillir des champignons, venir chasser, ça peut être un lien de la lutte, c'est 10 000 choses, en tout cas c'est dangereux de limiter ça à avoir sa cabane ici. Parce que ce qui se passe ici, ces rencontres entre des mondes, c'est ça qui est précieux. Le pourquoi je ne dis pas « zadiste », c'est que je ne suis pas ici à défendre un territoire délimité par des frontières, ce que je défends ici ce sont des relations, des liens sociaux, des manières de s'organiser. C'est cela qui m'intéresse, d'être en prise sur notre vie*[2]*.*

1. Frédéric Barbe, *La zad de Notre-Dame-des-Landes ou la contestation généralisée des formes de l'habiter*, Conférence au festival international de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, 4 octobre 2014.
2. Collectif Mauvaise Troupe, *Contrées*, *op. cit.*, p. 268.

Sur la zad, chacun·e tissant une relation particulière au territoire, la contestation locale est devenue une « constellation [de] l'habiter en lutte[1] ». Une partie des occupant·es, avant de se rapprocher de la zad, vivait en itinérance dans des habitats mobiles (camion, bus aménagé, caravane). Une fois arrivées dans le bocage, attirées par la vie du lieu, ces personnes ont eu du mal à en repartir. Nombre d'entre elles ont installé leur habitat mobile autour d'un lieu existant ou en ont créé de nouveaux, seules ou à plusieurs. La plupart se mettent à cultiver les terres, tout en redevenant parfois nomades l'été.

Un grand nombre d'occupant·es revendiquent un rapport particulier à l'environnement naturel, en vivant dans la canopée, en cabane ou en caravane. Et s'ils et elles subissent souvent le froid et l'humidité, ils et elles bénéficient de la proximité avec la faune et la flore. L'absence d'eau courante ou d'électricité dans certains lieux et la menace d'expulsion rendent le quotidien précaire. Mais cette précarité choisie est aussi une manière de s'opposer à celle imposée par le capitalisme mondialisé.

L'énergie et la créativité de toutes ces installations et actions d'occupation font que cette époque de 2007 à 2012 est perçue par beaucoup comme une période particulièrement heureuse, une sorte d'« utopie réalisée[2] » se rapprochant de la définition des hétérotopies de Michel Foucault, « des utopies qui ont un lieu précis et réel[3] ». Beaucoup d'occupant·es se retrouvent alors autour de l'envie commune de faire évoluer la société et de créer à la zad une organisation viable et engagée, faisant écho avec la décennie contre-culturelle des années 1965-1975, qui a vu émerger la spatialisation des luttes par l'autoconstruction et la recherche d'autonomie énergétique aux États-Unis[4]. Cette occupation militante et de défense du territoire trouve aussi des inspirations dans les autonomies italiennes des années 1970, les communautés autogérées (hippies, zapatiste, et aujourd'hui le Rojava[5]) ou les mouvements anarchistes, écologistes et étudiants. Une sorte d'enclave dans le territoire national s'est créée.

> *Faire sécession, ce n'est pas découper une part du territoire dans le tout national, ce n'est pas s'isoler, couper les communications avec tout le reste […]. Faire sécession, c'est habiter un territoire, assumer notre configuration située du monde, notre façon d'y demeurer, la forme de vie et les vérités qui nous portent, et depuis là entrer en conflit ou en complicité. C'est donc se lier stratégiquement aux autres zones de dissidence, intensifier les*

1. Frédéric Barbe, intervention citée.
2. Yona Friedman, *Utopie réalisable*, Paris, L'éclat, 2000.
3. Michel Foucault, *Le corps utopique - les hétérotopies*, Paris, Éditions Lignes, 2009.
4. Caroline Maniaque, *Go West! Des architectes au pays de la contre-culture*, Marseille, éditions Parenthèses, 2014.
5. Le Rojava est la partie nord de la Syrie historiquement kurde, libérée de Daesh à partir de la bataille de Kobané à l'automne 2014.

Habiter le bocage pour le défendre

entre 2007 et 2012

habitant·es historiques
- ferme
- hangar
- maison
- départ de locataires
- terres des agriculteur·ices qui résistent

occupant·es
- nouvelle construction
- squat ouvert
- squat ouvert puis expulsé
- jardin collectif
- barricade enflammée

richesses naturelles
- principales niches de biodiversité
- mare

tentatives de blocage des premiers forages
6 et 7 juin 2011

camp Action-Climat
du 3 au 9 août 2009

ouverture festive et collective d'un squat au Liminbout
13 et 14 octobre 2012

appel "à établir des campements d'occupation"
première lecture par les Habitants qui résistent, 1er mai 2008

affrontements aux Ardillières
5, 6 et 7 mars 2012

tracto-vélo entre la zad et Paris
du 6 au 12 novembre 2011

réunions des habitant·es
dans la Cabane de la Résistance

camp No. G
du 8 au 28 juillet 2011

3 maisons squattées puis expulsées vers Grandchamps-des-Fontaines

ouverture du Rosier
première occupation illégale, 15 août 2007

zone à défendre

"l'avenue commerçante"
avec la boulangerie et le mini-marché

manif d'occupation agricole
7 mai 2011

Notre-Dame-des-Landes
Temple-de-Bretagne
Vigneux-de-Bretagne
La Paquelais
Muzon

Bel-Air
jardin de l'Épine
D42
D281
la Noé Bernard
la Noé Verte
Ker Terre
le Champ de Ronces
la Gaité
les Planchettes
la Gare
la Bellish Roots
la Dalle
Le Point G
la Mandragore
la Boissière
Pimkie
100 Chênes
No Name
le Sabot
Far West
les Fosses Noires
les Vraies Rouges
le Coin
Monsieur Gourbil
la Sécherie
la Grée
la Chèvrerie
la Vacherit
les Domaines
le Liminbout
la Rolandière
forêt de Rohanne
la Geneslière
la Saulce
route des Fosses Noires
chemin de Suez
la Maison des singes
Saint-Antoine
Bellevue
le Tertre
la Freusière
Saint-Jean-du-Tertre
l'Après-Faillite
le Pré Failly
Squat à puces
la Pointe
la Maison Rose
D81
N165
N137

0 0.5 1 km N